

LE GRAND SOIR

mardi 8 octobre 2013

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



Vingt ans après, l'État palestinien a disparu et l'Iran est dans le collimateur

Les "Accords d'Oslo" : un traité historique sans lendemain

Chems Eddine CHITOUR

« Celui qui m'a transformé en réfugié m'a transformé en bombe » (Mahmoud Darwiche)

Il y a vingt ans, le 13 septembre 1993, étaient signés les accords d'Oslo par Yasser Arafat et Yitzhak Rabin. Mais l'espoir soulevé par ce traité historique s'est évanoui, au désarroi des Palestiniens qui attendent toujours leur État. L'image historique est encore dans les mémoires : Yasser Arafat et Yitzhak Rabin se serrant la main sur la pelouse de la Maison-Blanche en présence de Bill Clinton. C'était le 13 septembre 1993. Les accords devaient poser les jalons pour régler le conflit israélo-palestinien et établir les bases d'une autonomie palestinienne à l'intérieur des frontières de 1967.

Les critiques et les soutiens de l'accord de la défaite

Il ne faut pas croire que cet accord a fait l'unanimité. Edward Saïd, l'écrivain américain d'origine palestinienne, démissionnaire du CNP et fut très critique. Dans un essai d'une lucidité très actuelle, Edward Saïd écrivait à l'automne 1993 dans la London Review of Books :

« À présent, écrit-il, que l'euphorie s'est un peu évaporée, nous pouvons réexaminer l'accord Israël-OLP avec tout le bon sens nécessaire. Il ressort de cet examen que l'accord est plus imparfait, et pour la plupart des Palestiniens, plus déséquilibré que ce que beaucoup supposaient au départ. Les vulgarités du défilé de mode de la cérémonie à la Maison-Blanche, le spectacle dégradant de Yasser Arafat remerciant tout le monde pour la privation de la plupart des droits de son peuple, et la stupide apparition de Bill Clinton en empereur romain du XXe siècle pilotant ses deux rois vassaux à travers les rituels de la réconciliation et de l'obéissance : tout cela n'a obnubilé que temporairement les proportions vraiment incroyables de la capitulation palestinienne. Alors, avant tout, appelons cet accord de son

vrai nom : un outil de la capitulation palestinienne, un Versailles palestinien. Ce qui le rend pire encore, c'est qu'au cours des 15 dernières années, l'OLP aurait pu négocier un arrangement meilleur que ce Plan Allon modifié, et exigeant de faire moins de concessions unilatérales à Israël (...) ». [1]

Il y a naturellement parmi les Palestiniens des laudateurs qui font dans la méthode Coué pour défendre l'indéfendable du fait de leur statut privilégié. Leila Shahid souligne comme principale raison de l'échec des accords d'Oslo, l'annexion de territoires par l'État hébreu et « *notamment Jérusalem-Est qui doit devenir la capitale de la Palestine, et beaucoup de territoires en Cisjordanie* ». Dénonçant la poursuite de la colonisation israélienne, elle rappelle qu'aujourd'hui « *520.000 colons habitent dans le territoire palestinien* ». Et de conclure :

« Si on veut vraiment négocier sur la base de deux États, il faut être cohérent et arrêter de construire un mur, des colonies et d'importer des gens. A moins qu'Israël ne souhaite un État d'apartheid. »

Ce n'est pas l'avis d'un besogneux d'un Palestinien d'en bas. À Hébron, Moussa Jaber, un ouvrier agricole palestinien, témoigne de ce sentiment de désespoir :

« Ma maison est vieille et j'aimerais en construire une autre, mais on nous l'interdit », confie-t-il aux reporters de l'AFP. *« Par contre, les Israéliens ne se gênent pas pour construire »,* observe-t-il, amer, en désignant du doigt un lotissement en face. Et d'ajouter : *« Les maisons de Kiryat Arba [une colonie], en face, sont toutes neuves, mais si on construisait une maison, ils viendraient la démolir(...) ».*

Après trois ans de gel, Israéliens et Palestiniens ont repris le 29 juillet 2013 des négociations directes sous parrainage américain. La colonisation continue plus que jamais. [2]

La triste réalité des accords d'Oslo : les conséquences du processus de paix

Quatre marqueurs permettent au-delà de tout discours de se rendre compte du bilan de vingt ans d'occupation :

1. Les forces israéliennes auraient tué 7000 palestiniens dont l'opération Plomb durci avec le meurtre de 1 500 personnes en 2007-2008 dont 450 enfants. Le Rapport Goldstone qui pointe du doigt les crimes d'Israël a été jeté aux orties avec la complicité de Mahmoud Abbas qui s'en tient toujours à l'utopie de recueillir des miettes de la partie israélienne malgré des discours ésotériques à mille lieues de la réalité.
2. Oslo c'est aussi 12.000 maisons détruites par Israël avec interdiction

- aux Palestiniens de réparer ou de construire de nouvelles maisons.
3. Oslo c'est ensuite la colonisation avec plus de 250 000 nouveaux colons sur les terres palestiniennes qui s'ajoutent aux 250 000 précédents ; Oslo c'est aussi la judaïsation rampante d'El Qods avec la sape des fondations de la mosquée d'Omar pour cause de fouille concernant l'ancien Temple de Jérusalem. Oslo c'est aussi la destruction de l'aéroport de Ghaza construit par les fonds européens...
 4. Ghaza c'est enfin et sans être exhaustif l'apartheid dans toute son horreur avec son cortège d'humiliations au quotidien, la pénurie des eaux d'un côté et l'abondance de l'autre, c'est les restrictions concernant les Palestiniens qui vivent en apnée. C'est les meurtres des humanitaires des flottilles venant apporter un peu d'espoir aux Ghazaouis. C'est le mur d'apartheid de 700 km qui a été condamné en vain par la Cour pénale internationale, mur qui a pris la relève de celui de Berlin tant honni par l'Occident dont l'indignation est plus que jamais sélective au point de laisser 40 résolutions sans effet ; et l'invasion de l'Irak avec en prime la pendaison de Saddam Hussein s'est faite sans résolution de l'ONU ; il a fallu aussi une résolution arrachée par le tandem Sarkozy-BHL pour dépecer la Libye et lyncher en direct et d'une façon inhumaine et abjecte le colonel El Gueddafi.

Dans un réquisitoire sans concession, le site France Palestine déclare :

« Vingt ans plus tard, les Palestiniens ont certes célébré l'adhésion de l'État de Palestine aux Nations unies, mais en tant que simple État observateur, non membre. Et la Palestine vit toujours sous occupation ; la colonisation israélienne s'y intensifie en toute arrogance et en toute impunité ; une ceinture de colonies sépare Jérusalem de son arrière-pays palestinien morcelé ; un réseau de murs annexe de facto à Israël une partie substantielle de la Cisjordanie, de ses terres, de ses ressources en eau en dépit des condamnations, jamais contraignantes, des Nations unies ; le contrôle israélien du territoire palestinien et des mouvements de population enclave les villes et villages, asphyxie toute vie économique et entrave toute vie sociale ou culturelle palestinienne ; la bande de Ghaza survit sous blocus ; les bombardements et les morts parmi la population civile se succèdent ; les réfugiés palestiniens le demeurent, génération après génération.

La détention de plusieurs milliers de prisonniers politiques se poursuit dans les geôles israéliennes, otages d'une négociation à durée indéterminée. En Israël même, plusieurs dizaines de milliers de bédouins palestiniens, citoyens israéliens, sont victimes d'un transfert forcé. L'occupation militaire reste la première préoccupation de la population palestinienne » [3].

La vision des intellectuels sur la tragédie palestinienne

Dans le cadre d'une initiative organisée par Médiapart et l'Agence, plusieurs intellectuels ont donné leur perception de ces vingt ans d'Oslo. Dans ce débat, Julien Salingue a brillamment résumé pourquoi, selon lui, « *il n'y a jamais eu de processus de paix* » : car loin d'avoir confirmé une reconnaissance de l'OLP, encore moins du droit d'autodétermination du peuple palestinien, Israël a institué et intégré l'Autorité palestinienne (AP) dans le « *redéploiement de son dispositif* » de contrôle et de domination. Face à ces arguments, Elias Sanbar, ayant participé à la négociation d'Oslo, a mis l'accent, quant à lui, avec force et émotion, sur ce jour de 1993 où « *les Palestiniens sont redevenus visibles* », c'est-à-dire reconnus internationalement comme acteurs et négociateurs directs de leur propre cause - la Palestine (sans peuple) ayant été jusqu'alors l'affaire des États arabes voisins. E.Sanbar, actuellement ambassadeur des Palestiniens à l'Unesco, n'a pas répondu à bien des questions : celle du journaliste de Médiapart, Pierre Puchot, sur le Hamas ; celles de J.Salingue sur les territoires ingérables et le rôle de l'Autorité palestinienne (intégrée aux activités de « sécurité » policière exigées par Israël et tributaire de ses financements) ; il s'agirait plutôt - selon Sanbar - de quasi « *allocations chômage* ».

Le choix éventuel par ces derniers d'une solution de « *deux États* » - avec leurs frontières de 1967 donc sur 20% du territoire palestinien d'origine ; un État palestinien bien « *symbolique* » quand la réalité est celle des Territoires occupés et des espaces non continus - n'implique pour « nous » (à l'extérieur) aucun renoncement à la dénonciation du contenu sioniste de l'État d'Israël dans les divers facettes de sa politique : colonisation par expulsion, par occupation et par statut discriminatoire d'une partie de ses citoyens. [4]

Peut-on tout dire pour défendre Israël ? s'interrogent trois intellectuels : Julien Salingue, Nicolas Dot-Pouillard et Catherine Samary. Rapportant les écrits d'Eric Marty, ils critiquent sévèrement le partis pris :

Eric Marty s'interroge, dans une tribune publiée le 21 avril sur Le Monde. fr : « Le boycott d'Israël, est-il de gauche ? ». Ce qui semble être une critique de la campagne BDS (Boycott Désinvestissements- Sanctions) contre Israël excède en réalité largement son objet, et redéfinit les termes du conflit opposant Israël aux Palestiniens.

L'argumentaire de M. Marty est aussi spécieux qu'original, et mérite un petit exercice de « sociologie littéraire ».

M. Marty balaie allègrement les avis d'Amnesty International, de la Croix-Rouge ou de l'ONG israélienne B'tselem. Il fait en outre peu de cas de l'avis de la Cour internationale de justice (juillet 2004), qui qualifiait le mur de « violation du droit international » et demandait à Israël de le « démanteler immédiatement ». Selon le dernier rapport de l'ONU, le mur serpentera sur 709 km, alors que la ligne verte n'en mesure que 320.

Par endroit, il pénètre de 22 km en Cisjordanie (large de 50 km). 10% du territoire palestinien est annexé de facto à Israël, dont 17 000 ha de terres auxquelles les paysans ne peuvent quasiment plus accéder. Pour la seule

partie nord de la Cisjordanie, 220.000 villageois sont affectés. (...)
Or, les témoignages et rapports d'ONG le confirment : Israël a enfreint le droit de la guerre en déversant des bombes au phosphore blanc (considérées, y compris par les États-Unis, comme des armes chimiques) sur des zones densément peuplées, en empêchant le personnel médical de secourir de nombreux blessés ou en utilisant des boucliers humains. Les témoignages de soldats recueillis par l'ONG israélienne Breaking the Silence sont, à ce titre, éloquents. De surcroît, Israël, avec la complicité de l'Égypte, a bouclé la minuscule bande de Ghaza (360 km²), empêchant les civils de fuir un déluge de fer et de feu. En violation totale du droit de la guerre, le blocus se poursuit, empêchant la reconstruction et aggravant les conditions sanitaires. [5]

Le mépris d'Israël contre la Palestine et sa croisade contre l'Iran

Avec un rare mépris, Benjamin Netanyahu n'a dit un mot du problème palestinien, tout son réquisitoire était à charge contre l'Iran et Hassan Rohani qu'il a traité de tous les noms. Il va jusqu'à donner la marche à suivre à la communauté internationale concernant le programme nucléaire oubliant au passage que son pays a bafoué toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU depuis 1947, en traitant avec mépris l'Aiea, en ne signant aucun protocole ni sur les armes chimiques ni sur le nucléaire allant jusqu'à avertir la Communauté internationale que si l'Iran n'arrête pas son programme nucléaire, Israël l'attaquera. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a affirmé solennellement mardi à l'ONU que son pays était prêt à « agir seul » militairement pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire, rompant ainsi avec le timide rapprochement de son allié américain avec l'Iran la semaine dernière :

« Israël ne laissera pas l'Iran obtenir des armes nucléaires. Si Israël est obligé d'agir seul, il agira seul ». (...)

Il a estimé qu'un Iran nucléaire serait aussi dangereux que « cinquante Corées du Nord ». On ne doit « lever les sanctions que quand l'Iran aura totalement démantelé son programme de fabrication d'armes nucléaires ». Le Premier ministre israélien prend ainsi et une nouvelle fois le contre-pied de Barack Obama. Un diplomate iranien a immédiatement réagi en séance au discours de M.Netanyahu en le qualifiant « d'extrêmement provocateur et de belliqueux ». [6]

Les conséquences des accords

Pour Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) : « une bombe à retardement ».

La signature des Accords d'Oslo fut un formidable moment d'euphorie collective. Aujourd'hui, malgré la reprise des négociations, les perspectives d'un accord semblent très lointaines, voire irréalisables. On peut même se demander si la solution des deux États est encore possible matériellement du fait de l'émiettement des Territoires palestiniens et de la poursuite de la colonisation israélienne.

Il y avait, en 1993, 250.000 colons israéliens sur les territoires palestiniens, ils sont aujourd'hui 500.000.

D'ailleurs, aucun accord de paix acceptable par les Palestiniens ne le serait par l'extrême droite dont dépend le gouvernement Netanyahu.

Il faudrait une recomposition complète du paysage politique israélien pour parvenir à une véritable paix.

Or, les élections de janvier 2013 ont encore marqué une poussée à droite et la montée en puissance du poids des colons dans la vie politique israélienne. À l'époque, Arafat et Rabin ont fait preuve de réalisme et de leadership.

Il en fallait pour qu'Arafat annonce que la charte de l'OLP était caduque et accepte de ne créer un État palestinien que sur 22% de la Palestine mandataire. Mais si Rabin s'est lancé dans cette direction ce n'est pas par mansuétude à l'égard des Palestiniens. C'est qu'il avait compris qu'il en allait de l'intérêt national d'Israël, notamment parce qu'il risquait en cas contraire d'avoir de grandes divergences avec les Américains. Aujourd'hui, il n'y a plus de pressions de la part des États-Unis sur le gouvernement israélien.

Celui-ci a un sentiment d'impunité qui le conduit à ne faire aucune concession. [7]

On l'aura compris, les Palestiniens sont mal barrés pour trois raisons majeures : Mahmoud Abbas et son équipe sont passés de mode, ils ont goûté au luxe et ils n'ont plus le feu sacré. Ajouter à cela un gouvernement israélien plus que jamais de Droite et enfin la colonisation qui laisse des confettis de territoires non viables. Seul un État israélo-palestinien de tous ces citoyens permettrait de ramener la sérénité.

Pr Chems Eddine Chitour

[1] Edward Saïd : [Oslo : le jour d'après jeudi](#)

[2] [Vingt ans après, que reste-t-il des accords d'Oslo ?](#)

[3] [20 ans après Oslo, il faut imposer le droit à l'autodétermination du peuple palestinien](#)

[4] [Vingt ans après Oslo \(8\). Catherine Samary : quelles démarches ?](#)

[\[5\] Peut-on tout dire pour défendre Israël ? par Julien Salingue, Nicolas Dot-Pouillard et Catherine Samary](#)

[\[6\] ONU : le discours va-t-en-guerre de Netanyahu contre l'Iran](#)

[\[7\] Vingt ans après Oslo \(2\). Pascal Boniface : une bombe à retardement](#)

lexpressiondz.com

http://www.lexpressiondz.com/chroniques/analyses_du_professeur_chitour/182192-l-etat-palestinien-a-disparu-et-l-iran-dans-le-collimateur.html

<http://www.legrandsoir.info/vingt-ans-apres-les-accords-d-oslo-l-etat-palestinien-a-disparu-et-l-iran-dans-le-collimateur.html>